

Article paru dans l'Écho de la Presqu'île le vendredi 17 juillet 2020

## **DONGES.** « Nous sommes un contrepoids et évitons encore plus de dérives »

L'Association dongeoise des zones à risques et du PPRT se bat contre les nuisances causées par certaines industries. Entretien avec la présidente, Marie-Aline Le Cler.

**Les risques technologiques et environnementaux dépassent naturellement les frontières du territoire dongeois. Comment appréhendez-vous cette situation ?**

« Les risques auxquels sont exposés les Dongeois proviennent des pollutions industrielles dues aux rejets de polluants mais aussi d'autres nuisances et risques provenant effectivement d'industriels dongeois ou proches de la commune. Nous travaillons étroitement avec des associations voisines, Village de Gron et Vivre à Méan Penhoët. Nous avons les mêmes préoccupations aux quotidiens notamment sur la qualité de l'air. Nous considérons manquer de données sur l'impact des pollutions industrielles trop souvent passées sous silence. Il y a bien des capteurs mais nous déplorons qu'ils ne soient pas toujours placés au bon endroit. Nous demandons aussi des études épidémiologiques sur le secteur mais les choses n'avancent plus très vite. Les habitants de la Carene sont bien plus victimes de cancers



**Marie Aline Le Cler, la nouvelle présidente de l'ADZRP (en médaillon), milite contre les nuisances occasionnées par certaines entreprises industrielles comme la raffinerie Total**

qu'ailleurs. Le fait de se fédérer localement auquel s'ajoute notre maillage national permet de peser et cela commence à payer. »

**Quels sont les dossiers les plus criants actuellement ?**

« L'usine Yara de Montoir, qui produit des engrais, piétine allègrement les normes environnementales fixées par son autorisa-

tion. Elle rejette depuis plusieurs années du phosphore dans la Loire. La majorité des prélèvements quotidiens effectués dans les rejets d'eaux pluviales collectés dans l'usine dépassent les seuils fixés en termes d'azote et 27 % sont au-dessus des normes fixées pour le phosphore. Depuis 2011, les injonctions et les astreintes dont elle fait l'objet

n'ont pas été suivies d'effets. Cette fois, la pression semble payer : le préfet met une nouvelle astreinte journalière (300 € par jour, NDLR) à l'entreprise au titre des pollutions de l'eau et une mise en demeure concernant les poussières avec obligation d'étude d'ici 1 mois puis de résultat dans les 7 mois. Encore récemment le 8 juillet, le pré-

fet a pris un décret concernant Total. Une inspection en date du 16 avril a mis en évidence une pollution aux hydrocarbures au niveau de la voie ferrée, dans le secteur de Bossènes/Magouëts, après des incidents qui ont eu lieu les 19 et 25 décembre et au niveau des stockages de « La Jallais ». Le préfet exige de Total un plan d'action pour la dépollution. C'est toujours pareil, si l'industriel n'est pas à minimum contraint, il n'agit pas. »

**Quels chantiers devraient ouvrir les responsables politiques du secteur ?**

« La Carene agit principalement en matière d'environnement sur ce qui est domestique et visible comme le recyclage, les pistes cyclables... Mais ça ne suffit pas. Pour les entreprises, elle ne fait pas ce qu'il faut. Et partout, comme ici à Donges, nous avons des informations au début des projets mais à minima. Après, c'est le silence et un jour les choses se mettent en place. À Donges, c'est le cas pour le projet de chaufferie bois à Li-berge, pour la ligne éolienne RTE

enterrée, la SG avec des projets d'antennes à la Noë Moreau et Tréveneux. Dans tous les cas, la population devrait être informée au minimum. Nous sommes aussi inquiets avec le détournement de la future halte gare est prévu sur des sols pollués. Par ailleurs, on continue à construire dans les zones PPRT. »

**Vos actions sont parfois incomprises des riverains et salariés des entreprises concernées...**

« Le message est que l'industriel met trop souvent les riverains mais aussi ses salariés en danger. Bien sûr, il se réfugie derrière la notion d'économiquement acceptable au nom de l'emploi et de la croissance économique. Le rôle de L'ADZRP est essentiel. Ce n'est pas nous qui faisons les licenciements. En déviant la voie ferrée, Total annonçait créer de nouvelles unités et maintenant elle annonce 80 à 150 salariés en moins ! »

**Propos recueillis par Norbert Demé, correspondant local**